



# MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Secrétariat général pour l'administration

Service d'infrastructure de la Défense  
Etablissement du Service d'infrastructure  
de la Défense d'Ile-de-France  
Service Achats Infrastructure  
Bureau litiges-contentieux-garanties

Affaire suivie par Joachim MARIVAIN  
Tél. : 01.39.21.25.30  
Mail : joachim.marivain@intradef.gouv.fr

Saint-Germain-en-Laye, le 15 décembre 2020

N° 5000/11 ARM/SGA/SID/ESID IDF/SAI/BLCG

### NOTE PERMANENTE n°203

Cette note annule et remplace la NP n° 203 du 17 août 2020 (enregistrée sous le N°502438/DEF/SGA/ESID IDF/BDF, n°128/19/RAA)

**OBJET :** Marchés sans publicité ni mise en concurrence

**RÉFÉRENCES :**

- a) Loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite loi ASAP) et notamment son article 142.
- b) Décret n°2020-893 du 22 juillet 2020 portant relèvement temporaire du seuil de dispense de procédure pour les marchés publics de travaux et de fourniture de denrées alimentaires
- c) Art L. 2122-1 du code de la commande publique
- d) Art R. 2122-8 du code de la commande publique
- e) Art R. 2196-1 du code de la commande publique

**ANNEXES :** Modèles de fiche de vérification des coûts (FEV)

Le seuil pour la passation des marchés sans publicité, ni mise en concurrence préalable, avait été relevé de 25 000 € HT à **40 000 € HT** par le décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019.

Suite à la parution du décret n° 2020-893 du 22 juillet 2020, le seuil pour la passation des marchés publics de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalable, avait quant à lui été relevé à 70 000 € HT pour les marchés conclus entre le 24 juillet 2020 et le 10 juillet 2021 inclus.

Aux termes de l'article 142 de la loi ASAP de première référence, et **pour la période du 8 décembre 2020 au 31 décembre 2022**, les acheteurs peuvent désormais conclure un **marché de travaux** sans publicité ni mise en concurrence préalable :

- pour les opérations de travaux dont le montant estimé est inférieur à **100 000€ HT**
- pour les lots de travaux d'une opération, dont le montant est inférieur à 100 000€ HT, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20% de la valeur totale estimée de tous les lots.

**Pour les autres catégories de marchés publics, le seuil pour la passation d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, prévu par l'article R.2122-8 du code de la commande publique, est maintenu à 40 000 € HT.**

**Remarque :** ces augmentations de seuil ne doivent pas conduire à la conclusion de marchés sans publicité ni mise en concurrence pour satisfaire des besoins couverts par des accords-cadres. En effet, il est rappelé que le principe d'exclusivité dont ils bénéficient s'oppose à toute autre forme de contractualisation prévue par le code de la commande publique. Pour recourir à la passation sans publicité ni mise en concurrence, il conviendra de justifier, lorsqu'un accord-cadre existe, les motifs ayant justifié un autre support contractuel.

**Rappel sur les principes et règles entourant la passation des marchés sans publicité ni mise en concurrence au sein de l'établissement du service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France**

La liberté laissée dans la passation de ces contrats n'efface pas l'obligation de respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Tout d'abord, il convient de rappeler les règles de la computation des seuils. La détermination de la valeur estimée des besoins, qui s'établit au regard de la notion d'opération pour les marchés de travaux, et de prestations homogènes sur une année civile, pour les marchés de prestations intellectuelles et de services, doit faire l'objet d'une attention particulière.

**A ce titre, il est rappelé que le « saucissonnage », découpage du montant du marché pour permettre le recours aux marchés sans publicité, ni mise en concurrence préalable, est illégal.**

Lorsqu'ils sont autorisés à passer des marchés sans publicité ni mise en concurrence, le législateur invite, par ailleurs, fortement les acheteurs à la transparence et à une bonne utilisation des deniers publics.

La présente note a donc vocation à proposer **un cadre minimal pour la passation des marchés dont le montant est inférieur à 40 000 € HT. Ce seuil s'élève à 100 000 € HT pour les marchés de travaux passés jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.** Ce cadre pouvant être plus contraignant, sur décisions des délégataires du RPA.

- **Pour les marchés dont le montant est inférieur à 5 000 euros hors taxe,** un seul devis pourra être demandé.
- **Pour les marchés dont le montant est compris entre 5 000 euros hors taxe et 25 000 euros hors taxe,** un seul devis pourra être demandé, mais une « fiche explicative de vérification des coûts » (FEV), sera renseignée. Le modèle de cette fiche figure en annexe à la présente note.
- **Pour les marchés, sauf les marchés de travaux, dont le montant est compris entre 25 000 euros hors taxe et 40 000 euros hors taxe, et les marchés de travaux dont le montant est compris entre 25 000 euros hors taxe et 100 000 euros hors taxe,** trois devis seront demandés ainsi que le renseignement de la FEV pour chaque devis. De plus, il conviendra de publier les données essentielles du marché, a posteriori, **exclusivement sur le profil acheteur (PLACE)** en application de l'art R. 2196-1 du code de la commande publique. Cette charge reviendra à SAI.

Dans le cadre de ces demandes de devis, il est recommandé de **réaliser du « Sourcing » via le logiciel SILEX.** Ce logiciel permet d'avoir une plus grande connaissance des marchés et des fournisseurs, et ainsi d'optimiser la concurrence. Les prescripteurs peuvent se rapprocher, à cette fin, du bureau pilotage et audit des achats bénéficiant d'une licence SILEX, mais également des acheteurs du SAI.

Il est enfin rappelé que l'acheteur est responsable des deniers publics. Il doit veiller au choix d'**une offre financièrement raisonnable et cohérente** avec la nature du besoin.

Cette responsabilité suppose l'application de certaines recommandations :

- la définition des besoins doit, permettre au candidat de bénéficier d'une vision réelle du marché, être proportionnée à leur réalité, et suffisamment précis ;
- ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique, lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptible de répondre au besoin ;
- le renvoi au CCAG adéquat peut être envisagé car il permettra de prévenir d'éventuelles difficultés d'exécution.

Laurent LENA

Signature numérique de Laurent  
LENA  
Date : 2021.01.05 11:15:24 +01'00'



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

FICHE EXPLICATIVE  
DE VERIFICATION DES COUTS D'UN DEVIS  
DONT LE MONTANT EST COMPRIS ENTRE 5 000 et 25 000 EUROS HT POUR LA  
CONCLUSION D'UN MARCHÉ SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

OBJET :

REFERENCE ET DATE DU DEVIS :

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

MOYENS DE CONTROLE DES COUTS CONTENUS DANS LE DEVIS :

OBSERVATIONS DU CHARGE D'AFFAIRES CONCERNANT LES COUTS

CONTENUS DANS LE DEVIS :

SIGNATURE



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

FICHE EXPLICATIVE  
DE VERIFICATION DES COUTS D'UN DEVIS  
DONT LE MONTANT EST COMPRIS ENTRE 25 000 et 40 000 EUROS HT POUR LA  
CONCLUSION D'UN MARCHE DE SERVICES SANS PUBLICITE NI MISE EN  
CONCURRENCE

OBJET :

REFERENCE ET DATE DU DEVIS :

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

MOYENS DE CONTROLE DES COUTS CONTENUS DANS LE DEVIS :

OBSERVATIONS DU CHARGE D'AFFAIRES CONCERNANT LES COUTS

CONTENUS DANS LE DEVIS :

SIGNATURE

FICHE EXPLICATIVE  
DE VERIFICATION DES COUTS D'UN DEVIS  
DONT LE MONTANT EST COMPRIS ENTRE 25 000 et 100 000 EUROS HT POUR LA  
CONCLUSION D'UN MARCHE DE TRAVAUX SANS PUBLICITE NI MISE EN  
CONCURRENCE

OBJET :

REFERENCE ET DATE DU DEVIS :

CONSISTANCE DES TRAVAUX :

MOYENS DE CONTROLE DES COUTS CONTENUS DANS LE DEVIS :

OBSERVATIONS DU CHARGE D'AFFAIRES CONCERNANT LES COUTS

CONTENUS DANS LE DEVIS :

SIGNATURE

